ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre des vacations, saisi par le Ministre des Affaires économiques et des Classes moyennes, le 11 juillet 1950, d'une demande d'avis sur un projet "d'arrêté du Régent accueillant une requête déposée par application de l'arrêté royal n° 62 du 13 janvier 1935, permettant l'institution d'une réglementation économique de la production et de la distribution et relative à l'industrie de l'acide carbonique", a donné en sa séance du 8 août 1950 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste vacantiekamer, de 11e Juli 1950 door de Minister van Economische Zaken en Middenstand verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van "besluit van de Regent houdende aanvaarding van een verzoekschrift betreffende de koolzuurnijverheid, ingediend bij toepassing van het koninklijk besluit nr 62 van 13 Januari 1935, waarbij toelating wordt verleend tot het instellen van een economische reglementering van de voortbrenging en de verdeling", heeft ter zitting van 8 Augustus 1950 het volgend advies gegeven :

Le projet n'appelle que des observations de forme et de présentation qui ressortent du texte établi ci-après.

La réglementation envisagée distinguant deux catégories de producteurs, le Conseil d'Etat estime qu'il serait souhaitable de grouper dans les mêmes articles les critères qui doivent, pour chacune des catégories, permettre de déterminer le quantum de la production d'une part, et la capacité de production d'autre part.

Il considère, en outre, qu'il serait plus conforme à l'article 1er de l'arrêté royal n°62 du 13 janvier 1935 d'énoncer, en ce qui concerne les producteurs établis postérieurement au 11 février 1937, les critères qui permettent de déterminer le montant de la production auquel ils devront se limiter, plutôt que d'énoncer celui-ci en chiffres pour certains producteurs nommément désignés.

Il en est de même pour ce qui concerne la limitation de la capacité de production.

Arrêté royal accueillant une requête relative à l'industrie de l'acide carbonique, déposée par application de l'arrêté royal n°62 du 13 janvier 1935 permettant l'institution d'une réglementation économique de la production et de la distribution.

Préambule : (comme au projet).

./....

Dispositif :

Article 1er.-

Jusqu'au 31 décembre 1951, il est interdit à tout producteur d'acide carbonique, liquide ou solide, d'en produire dans une proportion qui excède 60 p.c. de la capacité de production de ses installations établies à la date de référence du 11 février 1937.

Les producteurs établis après cette date ne peuvent produire une plus grande quantité que celle qu'ils ont été admis à fabriquer en 1949.

Ne sont pas visés les producteurs qui récupèrent, purifient, liquéfient et, le cas échéant, solidifient l'acide carbonique en un point de leur fabrication principale, pour autant qu'ils n'agissent ainsi que pour les besoins de cette fabrication principale et que l'acide carbonique liquide ou solide, ainsi produit, ne soit pas mis comme tel sur le marché.

Article 2.-

Constituent des installations établies à la date ou à l'époque de référence, celles comportant un ensemble organique, complet, entièrement monté et en ordre de marche d'appareils et de matériel servant à la production, à l'épuration, à la liquéfaction, éventuellement à la solidification de l'acide carbonique.

./....

Article 3.-

La capacité de production des installations de chaque producteur sera présumée égale à la capacité de production des compresseurs à basse pression de ses installations, calculée pour une durée de travail de 7.200 heures par an, en tenant compte des éléments suivants :

pression et température du gaz aspiré;

volume engendré, rendement volumétrique et nombre de tours par minute du compresseur à basse pression, tels qu'ils étaient déterminés à la date ou à la période de référence.

Cette capacité de production des installations pourra toujours être contrôlée par un essai pratique portan sur au moins huit heures de fonctionnement des installations en régime normal.

Si cet essai démontre que la capacité pratique de production est inférieure à la capacité calculée conformément à l'alinéa 1er du présent article, la capacité pratique sera seule reconnue.

Article 4.-

Les compresseurs à basse pression devront être munis dans le délai d'un mois à dater de la publication du présent arrêté, d'un appareil totalisateur du nombre de tours effectués par le compresseur ou par le volant qui commande directement ce dernier.

Si les compresseurs sont susceptibles de travailler dans les deux sens de marche, les totalisateurs devront être dédoublés de façon à enregistrer le nombre de tours dans chacun des sens de marche.

./.....

Les appareils totalisateurs devront être du modèle agréé par le Ministre des Affaires économiques et des Classes moyennes.

Le Ministre fixe les conditions de vérification, de poinçonnage et de surveillance de ces appareils.

Article 5.-

Jusqu'au 31 décembre 1951, mais sous réserve de l'application de l'article 6 du présent arrêté et des dérogations qui peuvent être accordées conformément à l'article 20 de l'arrêté royal n°62 du 13 janvier 1935, il est interdit d'installer ou de mettre en activité des moyens de production destinés à la fabrication d'acide carbonique, solide ou liquide, supplémentaires à ceux existant à la date ou à la période de référence visées à l'article premier.

Article 6.-

L'interdiction portée à l'article précédent ne s'oppose pas au remplacement du matériel déclassé ou hors d'usage par un matériel neuf, et ne fait pas obstacle à la mise en application de nouvelles inventions ou à l'emploi de nouveaux procédés ou moyens de fabrication, pour autant que ce remplacement, cette mise en application ou cet emploi n'ait pas pour conséquence d'augmenter la capacité de production des installations établies et en ordre de marche à la date ou à la période de référence.

Toute modification des moyens de production doit être portée à la connaissance du Ministre des Affaires économiques et des Classes moyennes avant qu'il y soit procédé.

./.....

Article 7.-

Tout producteur d'acide carbonique liquide ou solide, visé par le présent arrêté, doit, dans le délai d'un mois courant à partir du jour de la publication du présent arrêté, faire parvenir, en double exemplaire, au Ministre des Affaires économiques et des Classes moyennes, la liste de ses compresseurs à basse pression et leurs caractéristiques, notamment leur capacité de production calculée conformément aux dispositions de l'article 3 ci-dessus.

Il est, en outre, tenu d'avoir un registre coté, paraphé et visé par le Ministre des Affaires économiques et des Classes moyennes ou son délégué.

Le producteur doit consigner dans ce registre, jour par jour et par ordre de date, sans ratures, interlignes ou transpositions, le nombre de tours indiqué par chaque appareil totalisateur, ainsi que les périodes de chômage éventuel des installations.

Ce registre devra être produit sans déplacement aux fonctionnaires chargés de l'inspection et du contrôle.

Les producteurs sont tenus d'adresser au Ministre des Affaires économiques et des Classes moyennes, dans les quinze premiers jours de chaque trimestre, un relevé, en double exemplaire, des chiffres et des indications consignés dans le registre précité.

Article 8.-

Jusqu'au 31 décembre 1951, les producteurs régulièrement établis après le 11 février 1937 : la S.A.Carbrux, 177-179, rue des Anciens Etangs, Forest-Bruxelles, et la Ijsfabriek van Strombeek, à Strombeek-Bever, sont autorisés à produire et à mettre sur le marché respectivement 1370 et 335 tonnes d'acide carbonique liquide par an.

./....

Article 9.-

La surveillance et le contrôle de l'application du présent arrêté, ainsi que la constatation des infractions à ses dispositions, se font conformément aux dispositions de l'article 21 de l'arrêté royal n° 62 du 13 janvier 1935, complété par l'arrêté royal n°78 du 28 novembre 1939.

Article 10.-

Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont punies conformément aux dispositions des articles 22 à 25 de l'arrêté royal n°62 du 13 janvier 1935.

Article 11.-

Notre Ministre des Affaires économiques et des Classes moyennes est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Article 12.-

Le présent arrêté sort ses effets le 1er janvier 1950.

Donné à , le

.....

.....

Bij het ontwerp zijn slechts aangaande de vorm en de inkleding een aantal opmerkingen te maken; zij blijken uit de hierna opgemaakte tekst.

De voorgenomen reglementering onderscheidt twee categorieën van voortbrengers; de Raad van State acht het derhalve verkieslijk de criteria, die het voor elk der categorieën moeten mogelijk maken de productiehoeveelheid, enerzijds, en het productievermogen anderzijds te bepalen, in dezelfde artikelen samen te brengen.

Het wil hem bovendien voorkomen dat, voor een betere overeenstemming met artikel 1 van het koninklijk besluit nr 62 van 13 Januari 1935, een opsomming van de criteria, die het mogelijk maken de productiehoeveelheid vast te stellen waarbij zich de na 11 Februari 1937 gevestigde voortbrengers moeten bepalen, de voorkeur zou verdienen boven een opgave hiervan in cijfers, voor bepaalde met name aangewezen voortbrengers.

Dezelfde bedenking geldt voor de beperking van het productievermogen.

Koninklijk besluit houdende aanvaarding van een verzoekschrift betreffende de koolzuurnijverheid, ingediend bij toepassing van het koninklijk besluit nr 62 van 13 Januari 1935, waarbij toelating wordt verleend tot het instellen van een economische reglementering van de voortbrenging en de verdeling.

Inleiding : (zoals in het ontwerp).

.../...

Beschikkend gedeelte :

Artikel 1.-

Tot 31 December 1951 is het ieder voortbrenger van vloeibaar of vast koolzuur verboden dit in een grotere verhouding te produceren dan 60 t.h. van het productievermogen van zijn gevestigde installaties op de referentiedatum 11 Februari 1937.

De voortbrengers, die zich na deze datum gevestigd hebben, mogen geen grotere hoeveelheid produceren dan die, waarvan de fabricage hun in 1949 was toegestaan.

Niet bedoeld worden de voortbrengers die koolzuur opvangen, zuiveren, vloeibaar maken en, eventueel, in vaste toestand brengen op een punt van hun voornaamste fabricage, in zover zij dit slechts doen om in de behoeften van deze voornaamste fabricage te voorzien en het aldus voortgebrachte vloeibaar of vast koolzuur niet als dusdanig op de markt wordt gebracht.

Artikel 2.-

Als installaties op de referentiedatum of het referentietijdstip gevestigd, gelden die welke een volledig, gans gemonteerd en werkklaar organisch geheel van toestellen en van materieel omvatten, dienend tot het voortbrengen, het zuiveren, het vloeibaar maken en eventueel het in vaste toestand brengen van koolzuur.

Artikel 3.-

Het productievermogen van de installaties van ieder voortbrenger wordt vermoed gelijk te zijn aan het productievermogen der lage druk compressoren zijner installaties, berekend voor een arbeidsduur van 7.200 uren per jaar en rekening houdend met de volgende gegevens :

.../...

druk en temperatuur van het opgezogen gas;
ontwikkeld volume,volumetrisch rendement en aantal toeren per minuut van de lage druk compressor, zoals zij op de referentiedatum of in de referentieperiode werden vastgesteld.

Dit productievermogen der installaties moet steeds kunnen gecontrôleerd worden aan de hand van een practische proefneming, waarbij de normale werking der installaties gedurende ten minste acht uren wordt nagegaan.

Indien deze proefneming aantoont dat het werkelijk productievermogen geringer is dan het vermogen berekend overeenkomstig het eerste lid van dit artikel, wordt enkel het werkelijk productievermogen erkend.

Artikel 4.-

De lage druk compressoren moeten binnen de termijn van één maand, te rekenen van de bekendmaking van dit besluit, voorzien worden van een toerenopteller, welke het aantal toeren van de compressor of van het vliegwiel dat er rechtstreeks mede verbonden is, registreert.

Indien de compressoren in de twee looprichtingen kunnen werken, moet het aantal optellers verdubbeld worden, zodat zij het aantal toeren in elk der beide richtingen registreren.

De toerenoptellers moeten overeenstemmen met het door de Minister van Economische Zaken en Middenstand goedgekeurd model.

De Minister stelt de voorwaarden vast voor het nazien en het merken van en voor het toezicht op deze toestellen.

.../...

Artikel 5.-

Tot 31 December 1951, maar behoudens de toepassing van artikel 6 van dit besluit en de afwijkingen die overeenkomstig artikel 20 van het koninklijk besluit nr 62 van 13 Januari 1935 kunnen worden toegestaan, is het verboden, met het oog op de fabricage van vast of vloeibaar koolzuur, productiemiddelen te installeren of in werking te stellen die niet voorhanden waren op de referentiedatum of tijdens de referentieperiode in artikel 1 genoemd.

Artikel 6.-

De verbodsbepaling van het voorgaande artikel kan niet verhinderen dat afgekeurd of buiten gebruik zijnd materieel door nieuw materieel wordt vervangen, noch verzet zij zich tegen het toepassen van nieuwe uitvindingen of het gebruik van nieuwe procédé's of fabricagemiddelen, in zover die vervanging, die toepassing of dat gebruik niet tot gevolg hebben een verhoging van het productievermogen der installaties, gevestigd en werkklaar op de referentiedatum of tijdens de referentieperiode.

Iedere wijziging van de productiemiddelen moet, vóór er wordt toe overgegaan, de Minister van Economische Zaken en Middenstand ter kennis worden gebracht.

Artikel 7.-

Ieder bij dit besluit bedoeld voortbrenger van vloeibaar of vast koolzuur moet binnen de termijn van een maand, ingaand de dag van de bekendmaking van dit besluit, aan de Minister van Economische Zaken en Middenstand, in dubbel exemplaar, de lijst zijner lage druk compressoren laten geworden met opgave van hun kenmerken, in 't bijzonder hun overeenkomstig de bepalingen van bovenstaand artikel 3 berekend productievermogen.___

.../...

Hij moet bovendien een register houden, dat door de Minister van Economische Zaken en Middenstand of door diens gemachtigde wordt genummerd, geparafeerd en voor gezien getekend.

De voortbrenger moet in dit register dag voor dag en in de volgorde der data, zonder doorhalingen, tussenruimten of overschrijvingen, het aantal toeren optekenen door elke toerenteller aangegeven, evenals de perioden gedurende welke de installaties eventueel hebben stilgelegen.

Dit register moet, zonder evenwel te worden verplaatst, aan de met de inspectie en de contrôle belaste ambtenaar worden overgelegd.

De voortbrengers moeten aan de Minister van Economische Zaken en Middenstand, binnen de eerste vijftien dagen van ieder kwartaal, een in dubbel exemplaar opgemaakte staat van de in voormeld register opgetekende cijfers en aanwijzingen laten geworden.

Artikel 8.-

Tot 31 December 1951 zijn de na 11 Februari 1937 regelmatig gevestigde voortbrengers: de N.V. Carbrux, Oude Vijverstraat, 177-179, te Vorst-Brussel, en de Ijsfabriek van Strombeek, te Strombeek-Bever, gemachtigd respectievelijk jaarlijks 1370 en 335 ton vloeibaar koolzuur te produceren en op de markt te brengen.

Artikel 9.-

Het toezicht en de contrôle op de toepassing van dit besluit en de vaststelling van enige inbreuk op de bepalingen er van geschieden overeenkomstig het bepaalde in artikel 21 van het koninklijk besluit nr 62 van

.../...

13 Januari 1935, aangevuld door het koninklijk besluit nr 78 van 28 November 1939.

Artikel 10.-

Inbreuk op de bepalingen van dit besluit wordt gestraft overeenkomstig het bepaalde in de artikelen 22 tot 25 van het koninklijk besluit nr 62 van 13 Januari 1935.

Artikel 11.-

De Minister van Economische Zaken en Middenstand is belast met de uitvoering van dit besluit.

Artikel 12.-

Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 Januari 1950.

Gegeven te , .

Etaient présents : Waren aanwezig :

Messieurs : De Heren :	F. LEPAGE,	conseiller d'Etat, raadsheer van State,	président voorzitter
	D. DECLEIRE, G. HOLOYE,	conseillers d'Etat raadsheren van State	
	H. PIERLOT, J. VAUTHIER,	assesseurs de la section de législation bijzitters van de afdeling wetgeving	
	J. CYPRES,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. LEPAGE.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. LEPAGE.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) J. CYPRES.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) F. LEPAGE.

expédition délivrée à M. le Ministre
uitgifte afgeleverd aan de H. Minister
des Affaires économiques et des Classes moyennes.
van Economische Zaken en Middenstand.

Le 1950.

De 1950.

Pour le greffier du Conseil d'Etat,

Le Greffier adjoint,

Voor de griffier van de Raad van State,

De Adjunct-griffier,

J. CYPRES.